

Congrès AFSP Strasbourg 2011

ST 49: *Le pouvoir de la croyance. Statut explicatif d'un concept problématique*

Debonneville Julien (assistant doctorant, Institut des Etudes Genre, Université de Genève, julien.debonneville@unige.ch)

Diaz Pablo (assistant doctorant, centre de recherche interdisciplinaire de recherche sur l'internationale, université de Lausanne, Pabloandres.diazvenegas@unil.ch)

Doxa et performativité des croyances dans la diffusion des « politiques internationales de développement »: une étude des *Conditional Cash transfers* aux Philippines¹

INTRODUCTION

La réflexion élaborée dans ce papier part du constat suivant : on observe, depuis une vingtaine d'années, un important phénomène de « diffusion » de politiques novatrices dans un ensemble diversifié de pays « en développement » ayant comme point commun de dépendre de l'aide financière et technique des organisations internationales (Merrien : 2009). Ainsi des programmes, nés dans des contextes géo-politiques précis, se retrouvent mis en oeuvre par delà les continents depuis les pays « émergents » jusqu'aux pays les plus pauvres. C'est notamment le cas des *Conditional Cash Transfers* (CCT), une stratégie de réduction de la pauvreté qui, à l'aide de subventions conditionnées sur la base d'un ensemble de pratiques « vérifiables », tente d'améliorer la santé, la nutrition ainsi que l'éducation des enfants des familles les plus pauvres afin de briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté par un investissement dans le capital humain des « enfants » et des « mères ». Nés en Amérique Latine, et plus spécifiquement au Mexique en 1996, ces programmes ont rapidement traversé les frontières, de l'Amérique à l'Asie en passant par l'Afrique, jouissant du soutien d'une « communauté internationale élargie composée d'organisations financières internationales, d'agences de l'ONU, d'agences internationales productrices de normes, de banques régionales de développement et d'agences de développement et de coopération de grands pays du nord » (Merrien 2009).

Ces phénomènes ont stimulé un nombre important de travaux cherchant à établir ce qui favorise le processus d'exportation et d'importation de politiques, comment se déroule le processus et qui en sont les acteurs/trices (Merrien 2009). Bien qu'hétérogènes, ces recherches s'inscrivent dans ce que Thierry Delpuech appelle les *Policy Transfers Studies* (PTS) (2008). Loin de constituer un véritable programme de recherche, cette littérature présente la particularité d'envisager les politiques publiques du point de vue des « matériaux techniques, cognitifs et normatifs » qui les sous-tendent (Delpuech 2008 : 153). En des termes plus généraux, il s'agit d'approches qui s'attachent à étudier la circulation internationale des *idées*. Cela dit, malgré ce focus commun, les auteur-e-s ne s'accordent pas toujours sur la place et le rôle à accorder à ces dernières. Il y a notamment d'importantes controverses autour de la question de savoir si les idées à la base des « modèles » en circulation font l'objet d'une adhésion ou, au contraire, sont instrumentalisées par les acteurs/trices impliqués dans

¹ Cette étude s'inscrit dans une comparative recherche plus large menée sous la direction du Pr. François Xavier Merrien (Université Lausanne) financé par le Fond National Suisse (FNS) de la recherche scientifique. Voir Merrien (2009).

les processus. Ce débat renvoie à « l'opposition entre le caractère instrumental (stratégique) des idéologies (...) comme justifications *ex post* adaptables aux contextes d'action ou leur permanence comme structures mentales préréflexives » (Chevalier 2008 : 6). En d'autres termes, c'est toute la question de la *croyance*, qui se retrouve au centre des débats.

Il ne s'agira pas, dans cette contribution, de prendre position dans ce débat déjà abondamment alimenté mais plutôt de proposer un point de vue focalisé essentiellement sur les idées faisant l'objet d'une adhésion de la part des acteurs/trices. En d'autres termes, le questionnement qui guidera notre recherche ne sera pas de savoir si les acteurs/trices adhèrent à des « modèles » construits *a priori* mais de saisir quels sont les objets ayant le statut de « croyance » et comment les appréhender. Ce recours à une approche constructiviste relève davantage du parti-pris épistémologique que du déni de l'existence de logiques rationnelles et matérielles. En effet, il ne s'agira pas de nier l'existence de logiques instrumentales mais bien plutôt de mettre la focale analytique sur les facteurs cognitifs sous-jacents à l'action, en l'occurrence la conceptualisation et la mise en oeuvre d'un programme de CCT aux philippines. Plus concrètement, nous essayerons ici de saisir comment les croyances structurent les discours et les pratiques des acteurs/trices clés du programme de CCT philippin connu également sous le nom de Pantawid Pamilyang Pilipino Program (4p's).

La première partie de cette étude consistera en un bref exposé des différents outils conceptuels des approches ayant trait aux questions relatives aux phénomènes de diffusion/transfert et notamment leur volet cognitiviste. Nous situant par rapport à ceux-ci et en nous appuyant notamment sur le concept de *présupposé*, emprunté à la linguistique de Oswald Ducrot (1997), nous tenterons de proposer une approche permettant d'appréhender concrètement, sur le plan méthodologique, les croyances et ainsi de les ramener au centre de l'analyse. La deuxième partie sera consacrée à l'étude de terrain servant de résonance empirique à notre cadre théorique. A travers l'analyse d'entretiens semi-directifs menés aux Philippines auprès d'acteurs/trices centraux nous verrons comment déceler des croyances dans leurs discours à travers la mise en évidence d'ensembles de représentations sociales. Notre partie conclusive reviendra sur les principaux apports et limites de notre approche dans l'appréhension de ce concept problématique qu'est la croyance.

QUELQUES ELEMENTS THEORIQUES

Le chapitre ci-dessous s'attachera à présenter les perspectives théoriques défendant les conceptions instrumentales/rationnelles et cognitives des phénomènes de diffusion/transfert de « modèles » politiques publiques. L'objectif est de présenter leurs apports et leurs limites afin de proposer un angle permettant de mettre l'accent sur le rôle des croyances.

Adhésion Vs Instrumentalisation

Les tenants de l'approche selon laquelle les acteurs/trices adhèrent aux idées constitutives de leurs « modèles » s'inscrivent dans ce que l'on appelle couramment les approches *cognitives* des politiques publiques, « expression générique employée pour classer et rassembler des travaux qui insistent sur le poids des éléments de connaissance, des idées, des représentations ou des croyances sociales dans l'élaboration des politiques publiques » (Surel 2010 : 90). De manière plus précise, et pour reprendre à nouveau Yves Surel, ces approches, bien que divergeant sur un certain nombre de points, accordent une prévalence « plus ou moins prononcée selon les cas (...) aux facteurs cognitifs et normatifs, comme éléments pertinents, sinon exclusifs, dans la détermination des politiques publiques » (2010 : 94).

Bien que variées, les recherches inscrites dans cette perspective adoptent souvent une posture que

l'on pourrait qualifier de *constructiviste* (Surel 2010 : 94). C'est en effet sur la « construction du sens » dans le domaine des politiques publiques que l'accent est mis (Chevalier 2008 : 6). L'idée au coeur de ces recherches est celle que « les politiques publiques sont *déterminées par des croyances communes aux acteurs/trices publics et privés concernés, qui définissent la manière dont ces mêmes acteurs/trices envisagent les problèmes publics et conçoivent les réponses adaptées à cette perception des problèmes* » (Surel : 2000 cité in Desage et Godard 2005 : 634). Ainsi, « l'approche cognitive repose [...] sur l'idée qu'une politique publique opère comme un vaste processus d'interprétation du monde, au cours duquel, peu à peu, une vision du monde va s'imposer, être acceptée, puis reconnue comme “vraie” par la majorité des acteurs du secteur, parce qu'elle permet aux acteurs de comprendre les transformations de leur environnement, en leur offrant un ensemble de relations et d'interprétations causales qui leur permet de décoder, de décrypter les événements auxquels ils sont confrontés » (Desage et Godard 2005 : 638-639). L'idée de *consensus* est donc ici centrale et se traduit, dans les différents travaux par des concepts tels que paradigme (Hall: 1989), référentiel (Jobert:1992) ou encore *advocacy coalition framework* (Sabatier:1988).²

Sur cette base, nous comprenons facilement comment ces perspectives s'articulent avec celles portant plus précisément sur les phénomènes de diffusion/transfert. Ces derniers sont, en effet, souvent compris comme résultant de la construction d'un consensus global aboutissant à une « convergence » dans les matériaux cognitifs qui sous-tendent la conception des politiques publiques. Il nous semble cependant important de préciser quelque peu les mécanismes mis en avant par ces travaux et notamment d'exposer la manière dont ils envisagent les propriétés intrinsèques des « promoteurs » et « importateurs » des « modèles » ainsi que les rapports qu'ils entretiennent entre eux. En ce qui concerne les premiers, ils sont reconnus comme étant hétérogènes comptant aussi bien des organisations internationales (OI) que des ONG, des organismes de coopération nationaux, des expert-e-s indépendants ou encore des académiques. Cela dit, malgré leurs différences, ils sont souvent perçus comme partageant un certain nombre de « croyances » communes. Certains auteur-e-s comme François Xavier Merrien (2001) associent ce type de liens à ceux qui se tissent au sein de ce que Peter Haas appelle une « communauté épistémique » à savoir un « réseau d'experts ayant en commun un modèle de causalité et un ensemble de valeurs politiques (...) unis par la croyance forte de ce modèle et dans l'engagement de traduire cette croyance en politique publique et que ce faisant le bien-être de l'humanité en sera amélioré » (Haas, 1990 : 42 in Merrien : 2001). Selon ce même auteur, il existerait « à tout moment historique (...) plusieurs communautés épistémiques en opposition » (Merrien 2001 : 589). La scène internationale serait donc une « scène de lutte pour la domination ayant pour enjeu l'imposition d'un ensemble d'idées, et de politiques » (Merrien : 2009). Des périodes hégémoniques seraient, cela dit identifiables durant lesquelles un « paradigme » serait partagé (Merrien : 2001). Ce serait donc à la suite d'une « lutte argumentative » que les « promoteurs » de modèles parviendraient à faire adhérer, à convaincre, les possibles importateurs de modèles qui dès lors partageraient leur point de vue. Plus précisément, pour « s'imposer », les communautés épistémiques auraient recours à deux mécanismes essentiels. Le premier est l'effort de « théorisation » à savoir « *the self-conscious development and specification of abstract categories and the formulation of patterned relationships such as chains of cause and effects* » (Strang et Meyer 1993 : 492). Il s'agit d'un processus important dans le sens où il contribue à la spécification des catégories culturelles tout en leur proposant des modèles normatifs et des schèmes d'explication causale. Ces modèles sont facilement diffusables et diffusés du fait de leur important degré d'abstraction qui a pour conséquence une décontextualisation, pour ne pas dire universalisation, rendant plus simple leur adoption par des acteurs/trices éloignés. Notons cependant que la propension au transfert de ces théories dépend de leur degré d'institutionnalisation et de la légitimité de leurs concepteurs. Le deuxième mécanisme est celui de *socialisation*. Il se fait notamment à travers la mise en réseau. Comme le dit Diane

2 Nous n'entrons pas dans les détails des débats gravitant autour ces concepts

Stone, « *political themes and policy approaches are reinforced (...) through building (...) networks to share information, spread policy lessons and develop a consensus* (Stone 2000 : 26). C'est également ce que soulignent François Xavier Merrien et al. lorsqu'ils parlent de l'importance « d'établir des réseaux d'échange d'information entre les gouvernements, les expert-e-s, et les organisations présentes dans le champ (...) [pour] créer des valeurs et une culture communes et une compréhension commune des enjeux » (Merrien et al : 2011). Ce pouvoir de mise à l'agenda se rapproche de ce que Josef Nye (1990) appelle le *soft power*, à savoir la capacité de certains acteurs/trices de faire vouloir ce qu'ils veulent à d'autres acteurs/trices : « *the political leaders and philosopher have long understood the power of attractive ideas or the ability to set the political agenda and determine the framework of debate in a way that shapes other preferences. The ability to affect what other countries want tends to be associated with intangible power resources* » (Nye 1990 : 166-167). Le concept de socialisation renvoie à des notions telles qu'intériorisation, apprentissage, réappropriation, acquisition d'une identité (Mayer et Muxel: 1993), renvoyant plus ou moins directement à une adhésion aux idées. Ainsi, l'idée de fond de ces approches est celle d'un consensus partagé par un réseau d'expert-e-s qui, par des mécanismes de socialisation, « convertissent » les acteurs/trices susceptibles d'adopter leurs « modèle » créant ainsi un consensus global.

Les travaux s'appuyant sur ces conceptions ont été vivement critiqués. Notamment par des auteur-e-s qui dénoncent le côté trop « déterministe » des approches en termes de *consensus*, dans le sens où elles semblent dénier une quelconque marge de manoeuvre aux acteurs/trices qui « importent » les modèles. En effet, à une approche en termes d'adhésion ils préfèrent une approche qui met en avant les logiques de légitimité. C'est notamment le cas de certains travaux s'inscrivant dans le courant néo-institutionnaliste dont l'idée principale est que l'importation se fait en fonction du « surplus de légitimité » qu'elle confère (Lodge : 2003 in Merrien 2009). L'adoption d'une politique publique relèverait donc davantage « de pratiques culturelles, comparables aux mythes et aux cérémonies élaborés par de nombreuses sociétés, [et qu'elle sont], par conséquent, (...) incorporées (...) non pas nécessairement parce qu'elles en accroissent l'efficacité abstraite (en termes de fins et de moyens), mais en raison du même type de processus de transmission qui donne naissance aux pratiques culturelles en général » (Strang et Meyer : 1993). Cela peut, selon ces théories, déboucher sur un « découplage » (Acharya 2004) à savoir l'adoption de certaines idées essentiellement au niveau structurel (organisation officielle) mais en décalage avec l'action effective davantage en phase avec la rationalité immédiate des acteurs/trices. En d'autres termes les approches qui se situent dans cette veine défendent plutôt l'idée selon laquelle les acteurs/trices peuvent *endosser* des idées, sans y adhérer. Ces dernières seraient davantage interprétées comme des « répertoires mobilisables au gré du contexte, plutôt que [comme] des « matrices » qui façonneraient en permanence leur interprétation du monde et leurs perceptions des problèmes » (Desage et Godard 2005 : 635). De ce point de vue, et pour être plus précis, les idées n'engendreraient pas l'action. Elles seraient des constructions *a posteriori* visant à la légitimer. En d'autres termes les acteurs/trices peuvent se référer au référentiel sans que celui-ci ne contraigne leur action.

L'exposé très sommaire et probablement réductionniste que nous venons d'effectuer, qui d'ailleurs ne se veut point un état de la littérature, a pour but de mettre l'accent sur un point important : l'existence de vives controverses autour de la question de savoir si les acteurs/trices doivent croire aux idées qui sous-tendent les politiques publiques pour pouvoir les concevoir et les mettre en oeuvre ou si leurs discours ne reflètent que l'instrumentalisation des ressources cognitives à des fins de légitimation. Le chapitre suivant abordera les limites de ces deux approches concernant la définition et la place de la croyance en général dans le processus de construction et mise en oeuvre d'une politique publique. Il proposera également des pistes de recherches et exposera quelques considérations d'ordre méthodologique.

La question de la croyance, une question difficile

La première remarque que nous aimerions adresser aux approches présentées plus haut fait écho à une critique aujourd'hui bien connue : les approches des politiques publiques accordant de l'importance aux croyances définissent rarement ce concept. En effet, peu de travaux se prêtent à un exposé systématique de ses dimensions, faisant davantage des suggestions éparses. C'est un problème important car comme le souligne Yves Surel cela « remet en cause la scientificité d'une approche incapable de définir correctement ses variables d'analyse, de les identifier de manière rigoureuse et d'en déduire des hypothèses fiables » (Surel : 2010).

L'une des conséquences importantes de ce déficit opérationnel est une confusion entre certains concepts parfois utilisés de manière interchangeable. C'est notamment le cas des notions de *croyance* et d'*idée*. La croyance est, en effet, souvent utilisée pour désigner essentiellement son « contenu », son « objet », masquant ainsi la dynamique de ce concept qui évoque un acte : l'acte de croire. Lorsque l'on utilise le concept de croyance, on désigne le fait qu'un ou plusieurs acteurs/trices croient en quelque chose. Il ne ferait, par exemple, pas sens de tenir des propos tels que : « certains individus n'adhèrent pas à certaines croyances » si de fait personne ne constitue ces dernières en tant que telles. Ces considérations peuvent paraître triviales mais elles sont essentielles car le manque de définition crée souvent des situations de flou qui, à notre sens, ne sont pas sans conséquences épistémologiques et/ou méthodologiques. Nous partons donc du principe qu'il est primordial d'aborder la croyance par l'acte avant le contenu, tout en gardant à l'esprit que l'un ne va pas sans l'autre. En effet, si le « contenu » ou « objet » sert à repérer des croyances potentielles, seule l'existence d'un acte (de croire) et sa mise en évidence permettra de les identifier en tant que telles, de les confirmer. Nous reviendrons sur ce point dans la partie consacrée aux aspect méthodologiques.

La conception de la croyance que nous adopterons dans ce travail se veut intentionnellement générale. Nous entendons par croyance : *les représentations qu'un ou plusieurs acteurs/trices tiennent pour vraies*. Par représentations, nous comprenons la manière dont les individus interprètent « le monde physique et le monde social » (Danic : 2005). Il s'agit d'une construction subjective de la « réalité », une sorte de « rapport au monde ». Elles agissent comme des sortes de métathéories fournissant « des interprétations utiles à une activité en cours, qu'il s'agisse d'activité technique (prendre une décision au cours d'une action) ou symbolique (argumenter dans le cadre d'une discussion) » (Py 2004 : 8). Le fait de les tenir pour vraies les rapproche du concept de *doxa*, que nous utiliserons parfois comme synonyme, et implique, pour reprendre les termes de Bourdieu qu'il s'agit de choses qui « allant de soi, vont sans dire » (1979 : 499), c'est-à-dire des *orthodoxie* se situant « au-delà de la langue, mais en deçà du discours dont elle fonde tacitement l'intercompréhension » (Humel : 2010). En d'autres termes, elles se présentent comme des évidences s'apparentant ainsi à des « postulats ». Ces représentations tenues pour vraies peuvent, finalement, être individuelles ou partagées (sociales).

QUELQUES CONSIDERATIONS METHODOLOGIQUES

Aborder les croyances est une tâche délicate. L'une des difficultés majeures tient au fait que, comme le souligne E. E. Evans-Pritchard, « les croyances ne s'observent pas, elles se présument » (cité in Lenclud 1990 : 5). Ce problème découle du fait qu'il s'agit d'« attitudes mentales » dont on ne voit que des manifestations discursives et pratiques. Or à l'instar de l'ethnologue qui ne peut voir une croyance dans un « diable sculpté » (exemple emprunté à Lenclud : 1990), nous ne pouvons prendre les discours des acteurs/trices pour des croyances, du moins pas sans les déconstruire. Il est facile de comprendre à quel point il serait périlleux d'inférer des croyances sur la base de considérations

explicitement formulées par un interlocuteur/trice et ce quelles que soient ses modalités d'énonciation (orales ou écrites). Il suffit pour cela de se référer aux problèmes liés à l'instrumentalisation des matériaux cognitifs présentés plus haut. De plus, dans le cas d'une enquête par entretiens, comme ce fut le cas pour cette recherche, les acteurs/trices peuvent se « réfugier » derrière des discours institutionnels préconstruits rendant l'accès à leurs représentations personnelles difficile. Cet aspect est notamment mis en avant par Hélène Chamboredon et al. dans leur article « s'imposer aux imposants » où ils soulignent le fait que certain-e-s interviewé-e-s ont tendance à « se réfugier derrière de grands discours généraux [usant] d'une parole de représentants » (Chamboredon et al. 1994 : 129) .

Une approche des croyances par le biais du discours pose donc d'indéniables problèmes. C'est la raison pour laquelle un certain nombre d'auteur-e-s privilégient une entrée par les pratiques, témoignant une défiance envers « les déclarations des acteurs/trices, sources d'illusions cognitivistes » (Chevalier 2008 : 9) . Cela dit, ces difficultés ne la rendent pas, à notre sens, moins pertinente. Nous pensons en effet, que bien que nous ne puissions pas prendre les acteurs/trices « au pied de la lettre » il est possible, dans un premier temps, d'identifier dans leurs discours des croyances *potentielles*, puis de les tester. Notre ambition est donc ici de ramener la croyance au centre de l'analyse. En effet, nous serons moins préoccupés par la critique des notion de référentiel/paradigme que par l'observation de la place qu'occupe effectivement la croyance dans le processus d'élaboration d'une politique publique.

Pour aller dans ce sens, nous proposons d'adopter une posture plus inductive que celle qui est pratiquée d'usage en prenant comme *point de départ* l'identification dans les discours de croyances potentielles devant ensuite être « testées » ou mises à l'épreuve. Notre objectif ne sera donc pas d'évaluer le niveau d'adhésion à des idées contenues dans un référentiel/paradigme construit *a priori*. Ainsi, plutôt que d'inférer l'existence d'un cadre idéologique partagé à travers le repérage de récurrences sémantiques, cadre dont il faudrait interroger le statut de croyance, nous proposons de commencer par identifier directement les différentes représentations que les individus semblent tenir pour vraies pour ensuite tester ce statut d'« évidence » en vue de procéder à un travail de mise en perspective. Adopter cette approche permet deux apports principaux. Premièrement, comme nous l'avons déjà suggéré, cela nous permettra de mettre au centre de l'analyse la question de la place des croyances dans le processus d'élaboration et de mise en oeuvre des politiques publiques, question finalement assez peu traitée, la plupart des travaux s'appuyant davantage sur des postulats que sur une véritable identification des croyances, ce qui pose un problème majeur. En effet, si, par exemple, une personne mobilise des arguments biologiques pour justifier ses actions passées, il serait aisé de questionner le fait qu'il croie réellement à son raisonnement construit *a posteriori*. Or s'il se trouve que cet individu a effectivement une démarche justificative « instrumentale », il n'est tout de même pas impossible d'identifier un certain nombre de croyances dans le fait de procéder de la sorte, comme par exemple le statut légitime de la connaissance « scientifique », qui pourrait refléter une sorte de *consensus* sur les aspects « rationalistes » de notre société.

Le deuxième apport d'une telle approche est celui que la mise en perspective des différentes croyances identifiées permet de tester de manière plus sérieuse l'existence d'un sens partagé, peut-être même différent de celui que l'on aurait identifié à travers les récurrences sémantiques et ainsi trouver des similitudes que l'on ne trouverait pas en partant d'objets de croyance prédéfinis. Notre vision s'oppose donc à la conception des référentiels/paradigmes conçus comme étant fermés et déterministes. En parlant de son concept de paradigme appliqué aux hommes de sciences, Thomas Kuhn nous dit que ces derniers « peuvent être du même avis quant à l'identification d'un paradigme sans pouvoir se mettre d'accord, ou sans tenter même de se mettre d'accord sur une interprétation ou une rationalisation complète de celui-ci. Un paradigme peut donc guider les recherches, même s'il ne se laisse pas réduire à une interprétation unique ou à des règles généralement admises » (Kuhn

2008 : 74-75). Nous invitons donc ici à considérer le consensus comme étant « mou ».

A ce stade de la réflexion deux questions se posent : comment reconnaître une croyance possible ? Comment tester le statut de croyance ? Formulées autrement : comment différencier les idées endossées et les justifications *a posteriori* des représentations tenues pour vraies.

Au souci de pallier aux problèmes que pose la construction *a posteriori* de discours justificatifs, nous répondrons de manière simple et concise : ce problème semble moins présent lorsque l'on étudie les politiques publiques *entraînées de se faire*. En effet, interroger un individu sur ses expériences passées comporte un risque important inhérent à la nature de l'exercice qui consiste à faire porter un regard actuel sur des événements ayant déjà eu lieu. En d'autres termes, le discours de l'acteur est, dans ce genre de cas, presque toujours une réinterprétation. Or, interroger les croyances *actuelles* des individus engagés dans un processus d'élaboration ou de mise en oeuvre d'une politique publique, renvoie davantage à un questionnement sur ses projections ce qui permet d'éviter, en partie, ce biais. Au problème de l'instrumentalisation d'idées « légitimes », nous répondrons en renvoyant à la conception que nous avons proposée des croyances, comprises comme des sortes d'évidences. Il s'agira donc de repérer dans les discours ce qui ne fait pas l'objet d'une justification, ce qui relève de l'implicite. Notons que des propositions explicitement formulées peuvent également faire l'objet de croyances. Elles ne feront cependant pas l'objet de ce travail. Nous nous focaliserons essentiellement sur des croyances que l'on pourrait qualifier de « fondamentales ». Or, il est nécessaire pour ces dernières, « qu'il s'agisse d'une idéologie sociale ou d'un parti-pris personnel, de trouver, si elles s'expriment, un moyen d'expression qui ne les étale pas, qui n'en fasse pas des objets assignables et donc contestables » (Ducrot 1997 : 6). Même si elle est périlleuse, du fait qu'elle comporte un important risque de sur-interprétation, cette approche présente l'avantage de se pencher sur les idées sous-jacentes au discours ne faisant pas l'objet d'une construction élaborée et donc pouvant plus facilement échapper à des mécanismes de simple reproduction d'un « discours dominant » ou de généralisation d'idées « dans l'air du temps » (Surel 2000 : 237). Nous appuyant sur des approches découlant de la linguistique, nous utiliserons le concept de *présupposé*. Ce dernier est, pour reprendre une expression empruntée à Dominique Perrot, un « passager clandestin et indispensable du discours » (1986). Il renvoie à « l'univers implicite dans lequel évolue l'argument » (Perrot 1986 : 71) et fournit, en quelque sorte, le cadre de l'échange, d'où la nécessité qu'il soit stable, donc indiscuté. Comme le dit Oswald Ducrot, « si l'évidence d'une idée se présente comme l'impossibilité de la mettre en cause, la présupposition d'un certain contenu lui confère une sorte de pseudo-évidence, dans la mesure où elle organise un discours où il ne pourra plus être mis en cause » (cité in Perrot 1986 : 72).

Il est important de souligner le fait que les représentations, mêmes celles qui se présentent comme des évidences, ne sont pas forcément des croyances. C'est la raison pour laquelle Bernard Py propose de distinguer « accès » et « adhésion » à une représentation (2004). Les lieux de « socialisation » dans lesquels s'inscrivent les acteurs/trices engagés dans la conception des politiques publiques donnent l'accès à des représentations mais n'entraînent pas forcément l'adhésion à celles-ci. Dès lors la question qui se pose est la suivante : comment identifier une croyance ? Nous ne proposerons pas ici une méthode « prête à l'emploi », ce qui relèverait du tour de force pour des « qualitatistes », mais soulèverons une piste nous semblant particulièrement pertinente du fait qu'elle peut guider la construction d'une grille d'entretien.

L'une des caractéristiques importantes des présupposés est qu'ils ne peuvent être remis en cause sans poser un certain nombre de problèmes. En effet, comme l'avance Dominique Perrot, pour qu'une interaction discursive soit possible il faut que le récepteur accepte les présupposés de l'émetteur (1987 : 71). Ne pas le faire revient à en « ébranler les fondements, à briser le consensus minimal qui fixe les conditions de possibilité de l'échange » (Perrot 1986 : 72). Ainsi, dans un

débat, ne pas accepter les présupposés de son adversaire est souvent perçu comme une « agression » car « attaquer les présupposés de l'adversaire c'est, bien plus encore que lorsqu'on nie ce qu'il pose, attaquer l'adversaire lui-même » (Ducrot 1997 : 92). On pourrait facilement imaginer que remettre en cause ou du moins questionner les implicites de nos interlocuteurs/trices, permettrait de mettre à l'épreuve le crédit qu'ils leur accordent. Ainsi, après avoir identifié les croyances fondamentales potentielles, il nous serait possible de questionner longuement les enquêté-e-s sur celles-ci, en tentant l'exercice de les remettre en cause pour ainsi tester leur degré d'adhésion. Cet exercice peut se faire par des relances ou lors d'un deuxième entretien préparé sur la base du premier, la première option étant moins « préparée ». Comme nous le soulignerons ci-dessous, ces quelques considérations relèvent pour l'instant de la suggestion, notre analyse s'étant arrêtée au repérage de croyances potentielles à travers la mise en évidence des présupposés du discours.

APPROCHE EMPIRIQUE

Comme nous l'avons déjà évoqué plus haut, ce travail s'inscrit dans une recherche plus large portant sur les phénomènes de diffusion/transfert de politiques publiques novatrices. Le but de cette recherche est « de saisir de manière fine les modes opératoires des organisations internationales, les combinaisons variables de coercition et de persuasion, la manière dont les différents « forums » de politiques publiques s'emparent de ces modèles, les mécanismes d'apprentissage et de légitimation se mettant en œuvre dans les espaces nationaux, les phénomènes de « traduction » des politiques et ou d'opposition émergeant de différents secteurs de la société » (Merrien 2009). Nos recherches de terrain se sont donc, pour l'instant, arrêtées au repérage de discours récurrents, à l'identification des acteurs/trices impliqués ainsi qu'à la reconstitution des forums et des réseaux entre acteurs/trices. Cela dit, une étude poussée des réappropriations par les acteurs/trices n'a pas encore été faite. Par conséquent, nous ne nous sommes pas encore interrogés sur le degré d'adhésion ou d'instrumentalisation des discours « dominants ». Ainsi, la partie « test » évoquée dans la partie méthodologique n'a pas été effectuée. Cela dit, nous pouvons faire un premier pas en repérant les présupposés des discours des acteurs/trices, ce qui nous paraît déjà fournir des pistes intéressantes.

Nous aimerions préciser, avant de développer nos résultats empiriques, le socle méthodologique de notre enquête de terrain. La présente étude s'appuie sur une enquête menée entre décembre 2010 et février 2011 aux Philippines dans les régions de Manille et d'Antique. Lors de cette enquête, les techniques de l'entretien semi-directif et de l'observation participante ont été sollicitées afin d'effectuer quarante deux entretiens d'acteur-trice-s du gouvernement philippin, du ministère des affaires sociales, des universités, de la société civile, de la Banque Mondiale, de la Banque Asiatique de Développement, d'agences gouvernementales de coopération et d'ONG.

Rappelons avant de mettre en pratique notre opérationnalisation de la croyance, l'ambiguïté et la difficulté de cet exercice. En illuminant les composantes indicibles et sous-jacentes du discours, les chercheur-e-s font face à de sérieux risques de biais et de sur-interprétation. Une pratique réitérative de l'entretien approfondi permettrait de réduire progressivement ce risque. Etant dans la première phase de l'enquête, nous n'avons pas encore pu procéder à cet exercice. Nous ne prétendons dès lors pas dégager des résultats définitifs, mais plutôt des pistes de recherche heuristiques sur lesquelles nous constituerons la suite de notre enquête empirique. Afin de palier à cette limite, nous développerons quelques éléments théoriques spécifiques au champ des CCT afin de guider notre lecture d'analyse empirique.

Nous aimerions maintenant préciser la trame analytique de cette analyse de matériaux empirique. L'objet de cette analyse est ici de dessiner la constellation de croyances structurant les programmes de CCT à travers l'étude de cas des Philippines en soulignant les présupposés doxiques structurant

l'univers de sens des acteur-tricie-s. Nous examinerons tout d'abord la base doxique des CCT afin de mettre en exergue les croyances sous-jacentes qui ont progressivement amener ce programme à passer de « modèle » de politique publique à une politique « modèle » de lutte contre la pauvreté. En soulignant la prégnance des croyances constitutives de ce « modèle », nous mettrons en exergue l'architecture doxique qui structurent le dispositif de l'action publique en termes de lutte contre la pauvreté. Plus concrètement, nous montrerons comment des croyances dans la science économique (tel que les *incentives*, les conditionnalités, et plus largement le rôle de l'Etat « minimum » et du marché), des technologies (tel que le *proxy means test*), mais également l'idée de targeting couplée à la question *genre* (le développement économique passe par l'*empowerment* des femmes) aiguillent les pratiques de lutte contre la pauvreté. Il s'agira en d'autres termes de pointer comment les croyances dans une mythologie des rapports sociaux de sexe et la technocratisation de l'action publique amène certains gouvernements, comme celui des Philippines à construire un dispositif d'action s'appuyant sur des savoirs technicisés ciblant les populations les plus pauvres et plus spécifiquement les femmes pauvres philippines. Nous commencerons tout d'abord par définir en détails cette politique, puis nous précéderons à une contextualisation des CCT sur la base d'éléments théorique, avant de passer au propre de l'analyse des matériaux dans laquelle nous ressortirons une série de croyances dominantes, non-exhaustives, mais toutefois pertinentes pour saisir l'univers doxique des CCT.

MISE EN CONTEXTE DES CCT ET DES PHILIPPINES : DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE A L'EMPOWERMENT DES FEMMES

Définition du programme de CCT philippin

Aux Philippines, les CCT sont connus sous le nom de *Pantawid Pamilyang Pilipino program* ou *4P's*. Il s'agit d'une stratégie de réduction de la pauvreté qui, à l'aide de subventions conditionnées, tente d'améliorer la santé, la nutrition ainsi que l'éducation des enfants âgés entre 0-14 ans des familles les plus pauvres. Le programme, soutenu financièrement et techniquement par la Banque Mondiale, la Banque Asiatique de Développement, AusAID (Australian Government Overseas Aid Program) et JICA (Japan International Cooperation Agency), a démarré par un projet pilote entre juin et décembre 2007 qui ciblaient 6'000 ménages au sein de deux provinces et deux villes du pays (Agusan del Sur, Misamis Occidental, Pasay City, Caloocan City)³. Satisfait de cette première phase d'essai, le gouvernement décide d'adopter officiellement ce programme et d'étendre le rayonnement de ce dernier, avec l'objectif de cibler 321'000 ménages en 2008. En juin 2009, le programme 4Ps atteint près de 700'000 ménages dans un périmètre de 45 provinces, 255 municipalités et 15 villes clefs. Fin 2009, quelques 300'000 ménages en plus rejoignent le programme pour permettre à ce dernier d'atteindre la barre symbolique des 1 million de ménages bénéficiaires⁴. L'année 2009 est également marquée par les signatures de prêts considérables ayant pour conséquence directe l'expansion budgétaire du programme pour l'année 2010, notamment via l'obtention d'un prêt de la Banque Mondiale de 405 Millions de dollars à l'intention du *Department of social welfare and development* (DSWD) en novembre. Le dernier prêt en date alloué par la Banque Asiatique de Développement est signé en septembre 2010 par le président Benigno Aquino et s'élève à 400 millions de dollars avec pour objectif d'étendre le programme afin de toucher 2.3 million de familles d'ici fin 2011. Ces dernières sont choisies sur la base d'étude de *proxy means test* afin de cibler les poches de pauvreté⁵.

3 <http://siteresources.worldbank.org/INTPHILIPPINES/Resources/4PsDSWD.pdf>, consulté le 28 août 2009.

4 Rythme exponentiel de la diffusion du programme à l'approche des élections de mai 2010.

5 Plus de détails sur le Proxy means test :

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:20795790~isCURL:Y~menuPK:1552914~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:>

Construit sur la base des modèles de CCT mexicain et colombien, le modèle philippin est caractérisé par un haut degré de conditionnalité. En effet, la participation au programme 4Ps n'est pas sans conditions. Tout d'abord notons que le nombre d'enfants subventionnés est limité à trois, et l'âge de ces derniers à 14 ans, ce qui discrimine, de ce fait, les familles élargies, mais surtout les personnes pauvres en rupture de lien social, non affiliées à un ménage. Outre ces conditions intrinsèques, les subventions sont soumises à une série de conditions auxquelles les parents, et plus particulièrement les « mères », doivent se soumettre activement. Cela permet, selon la Banque Mondiale, « de donner de l'argent directement aux familles en fonction de leurs performances »⁶. La première de ces conditions concerne les parents. Ces derniers sont en effet dans l'obligation d'assister régulièrement à des ateliers-séminaires sur la responsabilité parentale nommés : *Responsible Parenthood Seminars*⁷. Lors de ces séminaires des thématiques tels que “maternal and child care”, “behavioral skills development of children”, “responsible parenthood”, “violence against women”, “gender roles and development” and “home management” sont abordées. A travers ces thématiques un ensemble de normes sociales sont enseignées aux « bénéficiaires », notamment en termes d'attitude parentale ou de gestion du foyer. Une seconde condition *sine qua non* pour que les familles puissent recevoir ces subsides, concerne cette fois les femmes enceintes, et plus particulièrement l'encadrement de la maternité. Ces dernières doivent en effet se rendre à des *pre and post natal care* (*Idem*). Troisième condition, la naissance de l'enfant doit être encadrée par des professionnel-le-s de la santé (*Idem*). S'en suit une série d'autres conditions, comme le fait que les enfants de moins de 5 ans doivent régulièrement être soumis à des contrôles de santé et de vaccination (*Idem*), ou encore le fait que les enfants de 3-5 ans sont dans l'obligation d'être présents à au moins 85% des heures obligatoires, dans les institutions préscolaires (crèche). Quant aux enfants de 6-14 ans, le taux de 85% de présence à l'école semble également être la norme en vigueur⁸. Nos observations de terrain montrent également que certains maires ajoutent de « nouvelles » conditionnalités aux femmes « bénéficiaires » tels que le nettoyage des rues, la plantation d'arbres, la participation aux activités de quartier ou encore la présence obligatoire à des réunions de quartier (*barangay*) au nom de l'engagement civique. Une fois ces conditions remplies, les parents pourront accéder au subside mensuel par l'intermédiaire de la *Landbank*. Concrètement, au niveau des pratiques des CCT, les bénéficiaires reçoivent leur subside mensuel via les services bancaires de la *Landbank*. Quant aux subsides alloués aux bénéficiaires, la somme s'élève à 300P (7 \$ US) par mois par enfant remplissant le taux de présence scolaire, et 500P (12\$ US) par mois par ménage concernant les conditions de santé⁹. Cette prestation financière est destinée, comme le souligne le DSWD, à la personne la plus responsable du ménage¹⁰, sous entendu la « mère » : « To Whom? The most responsible adult in the household (usually the mother) »¹¹, ce qui n'est pas sans essentialisé un rôle social des femmes autour de fonctions de *reproduction*¹². Dans le cas des Philippines, nous pouvons ainsi constater un niveau de conditionnalité relativement élevé, une volonté de cibler les plus pauvres et les femmes, toutes zones (rurales ou urbaines) confondues, avec une durée de participation limitée à cinq ans¹³, ainsi qu'un contrôle relativement stricte auxquels les bénéficiaires, en particuliers les femmes, sont astreintes. Au final, le programme philippin se caractérise par son haut degré de conditionnalité et ses techniques poussées de ciblage des familles les plus pauvres dans l'idée de lutter contre l'extrême pauvreté.

[282761.00.html](#), consulté le 26 juin 2011.

6 <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/NEWSFRENCH/0,,contentMDK:21644796~pagePK:64257043~piPK:437376~theSitePK:1074931,00.html>, consulté le 28 août 2009.

7 <http://siteresources.worldbank.org/INTPHILIPPINES/Resources/4PsDSWD.pdf>, consulté le 28 août 2009.

8 <http://siteresources.worldbank.org/INTPHILIPPINES/Resources/4PsDSWD.pdf>, consulté le 28 août 2009.

9 <http://siteresources.worldbank.org/INTPHILIPPINES/Resources/4PsDSWD.pdf>, consulté le 28 août 2009.

10 Nous reviendrons plus tard dans le texte sur cet essentialisme qui préfigure la figure féminine philippine.

11 <http://siteresources.worldbank.org/INTPHILIPPINES/Resources/4PsDSWD.pdf>, consulté le 28 août 2009.

12 voir notamment à ce propos Molyneux : 2006, ou Bradshaw : 2008

13 Nous reviendrons plus en détails sur les spécificités du programme des Philippines par la suite.

L'avènement du paradigme de la lutte contre la pauvreté

Les années 1990-2000 sont caractérisées, d'une part par une continuité dans les politiques macro-économiques des années 1980, et d'autre part, par un retour des préoccupations sociales, ce que Jean-Philippe Thérien résume dans les termes suivants : « même si l'idéologie néolibérale demeure hégémonique, les formes de sa domination se sont indéniablement transformées » (2001 : 95). Eric Berr et Jean-Marie Harribey soulignent que « cette contestation ne va pas jusqu'à abandonner les plans d'ajustements structurels, mais ceux-ci sont dorénavant présentés sous de nouveaux vocables tels que « bonne gouvernance » et « stratégie de lutte contre la pauvreté » (2006 :4). De ces transformations, naquit le « consensus post-Washington » (Stiglitz: 1998). Pour ne citer que les plus importantes de ces transformations doxiques, on pourra noter que le culte de l'auto-régulation du marché est progressivement amené à être nuancé, les conséquences sociales des politiques d'ajustement structurel sont reconnues, les institutions étatiques doivent être renforcées avant de libéraliser les marchés, les politiques sociales de lutte contre la pauvreté doivent accompagner les politiques économiques (Merrien 2001 : 592). Une transformation centrale de ce nouveau paradigme se traduit par un glissement progressif vers une croyance dans la *Lutte contre la pauvreté et l'extrême pauvreté* (tout en poursuivant les ajustements structurels macroéconomiques), comme l'illustre le *Rapport sur le développement dans le monde – 1990 : la pauvreté* de la Banque Mondiale (1991). L'une des croyances de ce nouveau discours de la lutte contre la pauvreté sur laquelle nous aimerions insister (car elle symbolise parfaitement l'émergence d'une politique sociale telle que les *Conditional Cash Transfers*) est que ce discours met l'accent sur la nécessité pour les Etats d'aménager des filets de sécurité pour les plus vulnérables (Kabeer : 2005). Les systèmes de protection sociale « traditionnels » laissent progressivement la place à « une politique d'épargne individuelle accompagnée de politiques sociales ciblées sur les plus pauvres » (Merrien 2001 : 593). En d'autres termes, le « nouveau consensus de Washington » marque l'avènement de la doctrine du « ciblage » dans laquelle il est préconisé de « ne consacrer les ressources publiques qu'à ceux qui en ont vraiment besoin », avec un accent sur les femmes les plus pauvres (Treillet 2008 :60). Cette croyance dans les vertus et l'efficacité du « ciblage » est partie intégrante des *guidelines* de la Banque Mondiale comme le souligne l'institution financière internationale dans sa définition des points centraux du programme: « *The most important questions of CCT program design are: defining the target population, selecting the appropriate conditions and size of the transfer, setting entry and exit rules, deciding on complementary interventions* »¹⁴. Le cheminant doxique sous-jacent aux techniques de « ciblage » est le suivant. En définissant de la façon la plus précise possible les populations bénéficiaires légitimes, les coûts de l'assistance seront réduits, les dépenses de gestion seront maîtrisées par une réduction au minimum du personnel, et finalement des résultats quantifiables démontrant l'efficacité et la légitimité d'une telle politique seront produits (Bey 2008 : 885). Au final, cette croyance dans le « ciblage » et ses techniques s'intègre comme « la meilleure manière de combattre la pauvreté, dont l'instrumentalisation est justifiée dans l'application d'un modèle économique néolibéral qui limite son action sociale à des appuis ponctuels (et conditionnel) aux plus nécessiteux » (Bey 2008 : 879). Les politiques sociales dans lesquelles les populations bénéficiaires résultent d'un ciblage comme dans le cadre des CCT, sont ainsi fondées sur une croyance dans un interventionnisme étatique circonscrit et ciblé, s'adressant aux populations les plus nécessiteuses, accentuant dans le même temps la responsabilité individuelle des pauvres en situation de précarité. La responsabilité de la prise en charge des plus nécessiteux en revient ainsi à l'Etat, tandis que le reste de la société est invité à se tourner vers un système de protection sociale privée (Bey : 2002, 2008).

Avec l'avènement du paradigme de la « lutte contre la pauvreté », la notion de protection sociale

14 <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTRESEARCH/EXTPRRS/EXTCCT/0,contentMDK:22063083~pagePK:64168427~piPK:64168435~theSitePK:5757745~isCURL:Y,00.html>, consulté le 18 mars 2010.

s'est donc progressivement transformée (Mestrum : 2008). Les mécanismes de protection sociale et de sécurité sociale « traditionnels » sont progressivement démantelés et délégitimés au profit du marché. Le nouveau discours en termes de protection sociale de la Banque Mondiale souligne que les « dépenses sociales ne doivent s'adresser qu'aux pauvres, tandis que les privilégiés peuvent s'acheter une assurance sur le marché » (Mestrum 2008 : 30). Cette nouvelle conception de la protection sociale s'inscrit ainsi dans une logique doxique de gestion des risques afin d'assurer le bon déroulement du développement économique des pays (Holzmann et Jürgensen: 2000 cité par Mestrum 2008 : 30). Elle a ainsi pour objectif : « i) aider les individus, les ménages et les collectivités à mieux gérer le risque, et ii) fournir un appui aux personnes extrêmement pauvres » (Holzmann et Jürgensen: 2000 cité par Mestrum 2008 : 31). Ce *shift* doxique dans la pensée révèle une nouvelle idée de la gestion des risques et d'institutionnalisation des systèmes de protection sociale au coût moindre pour un rendement élevé en termes de croissance économique. Les discours de l'efficacité et de la gestion du risque semblent ainsi redessiner les contours doxiques des systèmes de protection sociale promue par la Banque Mondiale. Ce discours sur les nouvelles conceptions de la protection sociale et la doctrine de « ciblage » nous permet ainsi de souligner l'insertion doxique des programmes de *Conditional Cash Transfers* dans le « nouveau consensus de Washington ».

Un ciblage des femmes les plus pauvres

Au cours des deux dernières décennies, le champ du développement et de la lutte contre la pauvreté a connu l'émergence et l'institutionnalisation progressive du genre (et de la figure de la femme) comme vecteur principal de la lutte contre la pauvreté, au point que désormais la notion de genre est devenue omniprésente dans les discours et les projets des organisations multilatérales, des organisations bilatérales ou encore des ONGs (Treillet : 2008, Molyneux : 2002, Cornwall (et al.) : 2007, 2008). Dans le même temps, le changement des récits paradigmatiques dominants dans les politiques de développement, marqué par le passage du « néo-libéralisme fondamentaliste » (Stiglitz : 2002, 2005) au « néolibéralisme à visage humain » (Merrien : 2008, Molyneux : 2008), c'est-à-dire des plans d'ajustements structurels (PAS) aux Objectifs Du Millénaire (ODM) et des Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), s'est accompagné, du moins dans le cadre discursif, d'un accent croissant mis sur le rôle des femmes dans la lutte contre la pauvreté. Les femmes sont désormais devenues les actrices de la lutte contre la pauvreté et dans le même temps l'objet de ces luttes contre la pauvreté. Cette nouvelle construction discursive hégémonique, qui loue l'importance de donner aux femmes un rôle primordial dans le développement et la lutte contre la pauvreté, marque ainsi l'avènement du paradigme *Genre et Développement* dans les années 1990. (2007). Ce nouveau paradigme articulant la question du Genre à celle de Lutte contre la pauvreté s'est construit autour de « récits » exagérément optimistes considérant les femmes comme des instruments au service du bien être de l'humanité. Elles deviennent ainsi des *protectrices* naturelles de l'environnement (Leach : 2007 ; Gururani : 2002), des *défenseuses* naturelles de la lutte contre la corruption (Goetz : 2007), des *piliers* des réseaux de solidarité (de la Rocha : 2007), des *promotrices* de l'éducation et de la santé des pauvres (Chant : 2008 ; Molyneux : 2008 ; Bradshaw : 2006). Cette hégémonie progressive du paradigme *Genre et Développement* s'incarne dans une série spécifique de programmes mettant un accent exclusif (ou presque) sur les femmes comme actrices du développement et de la lutte contre la pauvreté tels que microcrédit et, plus récemment, les programmes de Conditional Cash Transfers (CCT)¹⁵.

Depuis près de deux décennies, les discours des Organisations Internationales ont pris en considération la situation des femmes en développant toute une approche conceptuelle autour du

15 Traduit le plus souvent en français par *Transferts Monétaires Conditionnels* (TMC). Nous tenons toutefois à préciser que du fait que la terminologie anglaise soit largement utilisée et acceptée dans la littérature française sur ce sujet, nous utiliserons la terminologie anglaise tout au long de cette recherche.

concept d'*empowerment*, donnant naissance dans le même temps à une nouvelle mythologie développementaliste. Ainsi, un ensemble de techniques de gouvernementalité s'est progressivement mis en place autour des femmes sur la base de croyances articulées autour des rôles sociaux de sexe. Ces rôles ont ainsi la particularité d'être « inséparable d'une logique instrumentale, dans laquelle elles [les femmes] sont avant tout considérées comme une ressource, un investissement rentable » (Treillet 2008 : 64). Cette tendance globale du développement est également visible au sein des CCT, où, comme le souligne Marguerite Bey dans la variante mexicaine *PROGRESA-OPORTUNIDADES* « tout se passe comme si les enfants étaient les seuls qui puissent être « sauvés »; la mère est instrumentalisée à cette fin, d'où l'insistance sur son obligation de nourrir ses enfants et de s'occuper d'eux, tandis que le père est ignoré » (Bey 2008 : 886).

Nous l'avons exposé auparavant, la question de l'*empowerment* des femmes dans les CCT occupe une place centrale qui se révèle notamment, avec les techniques de ciblage, dans lesquelles les femmes sont propulsées au rôle de garantes du subside familial. La croyance sous-jacente à ce modèle d'*empowerment* s'articule autour de l'idée de l'autonomisation financière des femmes pour favoriser le développement socio-économique du pays (sans toutefois remettre en question les structures traditionnelles du patriarcat). L'idée ici selon la Banque Mondiale est : « making cash transfers to women, as virtually all CCTs do, may have increased the bargaining power of women (itself an important goal in many contexts) » (World Bank 2009 : xii). Ce ciblage des femmes est sous-tendu par la croyance que les femmes investissent « mieux » l'argent que les hommes, comme le met en exergue la Banque Mondiale dans son rapport sur le programme : « Making payments to mothers also resonates with well-accepted beliefs (mostly supported by evidence, as shown above) that women will tend to put funds to better use than will men » (Banque Mondiale 2009 : 11). « Better [Mieux] » rime ici avec capital humain du ménage, bien-être et santé des enfants, ou encore matériel scolaire des enfants (Banque Mondiale : 2009).

La Banque Mondiale établit notamment une chaîne de causalités postulant que l'*empowerment* des femmes (actrice fiable du développement selon plusieurs aspects, supposés « intrinsèques » à la « nature » féminine) mène inévitablement à une croissance économique et une réduction de la pauvreté (Cheston et Kuhn : 2002). La figure de « la femme pauvre des Sud » est donc en charge de l'amélioration du niveau de vie socio-économique de sa famille, de sa communauté et de sa nation. Cette notion d'*empowerment* est définie selon la Banque Mondiale comme la capacité des individus ou de groupes à se fixer des choix et objectifs et à transformer ces choix en des actions et résultats concrets : « *Empowerment is the process of increasing the capacity of individuals or groups to make choices and to transform those choices into desired actions and outcomes. Central to this process are actions which both build individual and collective assets, and improve the efficiency and fairness of the organizational and institutional context which govern the use of these assets* »¹⁶.

Pourtant, cette sémantique doxique autour de l'*empowerment* de la figure de « la femme pauvre des Suds », n'est pas sans soulever des effets pervers. L'analyse de Lomeli illustre bien les effets contradictoires des CCT autour du concept de l'*empowerment* (2008 : 489). En ciblant les femmes, les CCT prétendent dans une certaine mesure d'augmenter l'influence et l'autonomie de ces dernières, ou plus précisément des femmes, assujetti à des normes de *reproduction* dans le ménage (Molyneux : 2006 ; Lomeli : 2008 ; Bradshaw : 2008), tout au augmentant leur estime de soi, leur inclusion dans la communauté, leurs réseaux sociaux, mais également leurs savoirs en termes de santé, de nutrition et d'éducation. L'ensemble de ces améliorations sociales participe à ce que les institutions de développement appellent l'*empowerment*.

Dans le même temps, cette focale sur les femmes véhiculent s'articulent une série de croyances centrée sur des normes essentialisant les femmes à des fonctions de *reproduction* (Mayoux : 2000 ; Treillet : 2008 ; Cornwall, Gideon et Wilson : 2008). La catégorie « femme pauvre du Sud » est en

16 <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPOVERTY/EXTEMPowerment/0,,contentMDK:20245753~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:486411,00.html>, consulté le 23 mars 2010.

effet perçue à travers le spectre cognitif de l'épargne, du remboursement, de l'altruisme, du développement ou encore de la responsabilité. La croyance que les femmes pauvres soient plus « efficaces et responsables » que l'homme s'impose alors dans les récits du paradigme de Genre et Développement (Cornwall, Gideon et Wilson : 2008). Concrètement, la figure dominante de « la femme pauvres » véhiculée par les CCT est généralement une femme au foyer, ainsi qu'une mère qui se sacrifie et dévoue ses gains au bien-être de sa famille (Molyneux : 2006). La figure de « l'homme pauvres », quant à elle, est associée aux abus, la déviance, ou encore à l'inutilité (Cornwall and White: 2000). Cette binarité cognitive n'est pas exempte du programme de CCT comme nous le verrons plus en détails dans notre étude de cas des Philippines.

Cette première partie basée sur l'analyse de la littérature nous a permis d'entrevoir l'univers paradigmatique dans lequel s'insérerait les CCT, et plus concrètement l'univers de sens des CCT était travaillé par le paradigme de la lutte contre la pauvreté et l'extrême pauvreté, construit sur la base de technologies spécifiques de ciblage, le tout afin de favoriser l'*empowerment* des femmes. Ce schéma doxique révèle ainsi tout une série de croyance tel que le fait que seule les plus pauvres « méritent » d'être pris en charge par l'Etat, que les techniques de ciblage technologisées sont plus performantes, mais également que le fait que les femmes soient plus responsables que les hommes, qu'elles investissent mieux l'argent que ces deniers, mais également que l'*empowerment* des femmes favorise le développement économique du pays et permet de lutter efficacement contre la pauvreté.

Présupposés doxiques en situation d'entretien : retour sur l'enquête de terrain philippine

Lors de notre enquête, nous avons rapidement pu constater un ensemble de discours et de représentations sociales dithyrambiques et consensuelles, partagées par une très large majorité d'acteur/trice-s. Ces ensembles de représentations sociales consensuelles soulignaient un certain nombre d'objets tel que les forces d'un tel modèle de protection sociale, les techniques de ciblage, la nécessité de cibler les plus pauvres et plus spécifiquement les femmes, ou encore l'*empowerment* des femmes. Sur la base de ces diverses représentations sociales explicitées, nous tenterons de déceler l'univers de croyance, c'est-à-dire les métathéories implicites qui structurent les discours des acteur/trice-s sur lesquelles on ne discutent pas, et qui constituent dans une certaine mesure la base de l'action publique. Notre démarche se voulant plus heuristique et illustratives qu'exhaustives et représentative, nous aimerions préciser d'entrée que nous illustrerons chaque ensemble de représentations sociales par les récits d'entretien les plus compréhensibles et schématiques afin de mettre en avant notre apport théorique et méthodologique quitte à réduire la pertinence de nos résultats.

A partir de l'analyse des trois ensembles de représentation sociale mentionnés plus hauts dans le texte (les CCT comme « modèle » de protection sociale, les techniques de ciblage et la nécessité de cibler les plus pauvres et plus spécifiquement les femmes, et l'*empowerment* des femmes), nous dévoilerons certaines des croyances globales structurantes l'univers de sens des acteur/trice-s dans le champ des CCT.

Nous en venons maintenant à examiner les représentations sociales rattachées à ce que nous avons nommé les CCT comme « modèle » de protection sociale. En d'autres termes, notre enquête de terrain a permis de mettre en avant une série de discours autour de composantes des CCT tels que les « *incentives* », les « conditionnalités », le « coût faible d'application » et plus largement les « procédures d'application et de mise en place relativement efficace ». Ces différentes composantes constituaient pour les acteur/trice-s des éléments pertinent appuyant le bien fondé et les vertus d'un tel modèle de protection sociale. Nous avons choisi ici deux extraits d'entretien avec un expert international formé par la Banque Mondiale en Amérique Latine qui joua un rôle clef dans la mise en place et le *design* du programme philippin.

« There was a crisis in Latin America. So I was the economist in the World Bank missions to go and for programs to help the poor during economic adjustment. I looked into many food distribution

programs: food for work, food packages. And I hated those because food distribution is a bad idea because it's too costly to distribute. Lots of corruption in the purchasing and selling out. Usually the foods are not the ones that people want. So I was really a critic of food distribution. So I naturally said, "sell the food and give the money to the people." You know I am an economist. I believe that it's easier to give money than food. But giving money to the poor has always been controversial. So at that moment, I discussed with the government and they said, the government, "no." The idea was to use the money for health centers. When mothers came to the health centers to vaccinate and check, you give them like an incentive. I am economist. Economist is all about incentive, about paying people to do things. That is the frame of economist. Incentives. It's the training of economist. Prize, incentives. »

Notre propos ici est moins d'analyser les représentations sociales et dans une certaines mesures les croyances explicites lors de récit d'entretien, mais plutôt de saisir les éléments cognitifs en deçà de ce discours. En d'autres termes, approcher le fond commun doxique implicite et non discuté par cet acteur. Une première croyance centrale que nous pouvons dégager de ce récit est la dimension méritocratique et conditionnelle de l'aide sociale qui renvoie plus largement à une vision de la responsabilité individuelle de la pauvreté. Il semble aller de soi, voir quasi « naturel » pour reprendre les termes de l'expert, que les subsides nutritifs ou monétaires soient soumis à des normes conditionnées. Nous sommes loin de la vision « du pauvre » comme *victime* de la société, mais plutôt « du pauvre » comme *responsable* de sa situation qui doit dès lors s'activer lui-même afin de sortir de sa situation de pauvreté. C'est donc une croyance potentielle dans les politiques d'activation comme modèle de lutte contre la pauvreté qui est implicitement sous-tendu dans ce récit de cet expert. Le second schème cognitif pointé lors de ce récit d'entretien concerne la science économique. L'expert mentionne en effet à plusieurs reprises son statut d'économiste, tout en faisant référence à l'importance des *incentives* dans les comportements humain. Une croyance sous-jacente que nous pouvons déceler ici est la croyance dans la science économique comme modèle explicatif de lutte contre la pauvreté. Certes, nous ne pouvons pas postuler dans quelle mesure cette croyance est hégémonique, ni si cette dernière est exclusive, mais nous pouvons toutefois avancer que cette dernière est présente dans la palette cognitive de cet acteur. Dans le même registre cognitif, le présent extrait d'entretien permet de saisir en creux une forte croyance dans un savoir technicisé de cet expert : « *Because you can not start a new thing without knowing what is happening in the total social system. You have to have a systemic view. So all this people will work together and will come up in two or three months and they will come up with the basics design of the CCT program and they have to test it in different place. The most difficult is targeting* ». En deçà de ce discours, nous pouvons déceler des bribes cognitives appuyant la nécessité d'appuyer la mise en place de ce type de programme sur la base d'un savoir technocratisé, éveillant une vision technocratique de l'action publique.

Nous aimerions maintenant en venir à un deuxième ensemble de représentations sociales qui s'est dégagé lors de notre enquête de terrain : les techniques de ciblage comme outil efficace de lutte contre la pauvreté. Lors des entretiens menés aux Philippines, une récurrence sémantique s'est progressivement dessinée autour des techniques de ciblage *proxy means test*. La Banque Mondiale présente cet instrument comme « *Proxy means tests generate a score for applicant households based on fairly easy to observe characteristics of the household such as the location and quality of its dwelling, its ownership of durable goods, demographic structure of the household, and the education and, possibly, the occupations of adult members. The indicators used in calculating this score and their weights are derived from statistical analysis (usually regression analysis or principal components) of data from detailed household surveys of a sort too costly to be carried out for all applicants to large programs.* »¹⁷. Cet outil statistique représente ainsi une technique de

17 <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDT>

ciblage et de repérage des poches de pauvreté et des ménages les plus pauvres des pays. Lors de notre enquête de terrain auprès des administrateurs du programme 4Ps, une série de représentations sociales explicites autour de cette technique s'est progressivement dessinée. Les qualificatifs à ce propos ne manquaient pas en effet : « more efficient », « scientific », « targeted », « avoid corruption », « technocratic management », « reliable ». Une constellation sémantique autour du bien fondé de cette technologie semblait imprégner l'univers de sens des acteur/trice-s interviewé-e-s. En questionnant l'apprentissage de cette technologie, nous avons également pu saisir les effets de la socialisation à cette technique, et plus largement au modèle de CCT, lors de ce séjour en Amérique Latine. En effet, plusieurs séjours au Mexique (et en Colombie) des administrateur/trice-s centraux du programme 4Ps ont favorisé la diffusion de pratiques et de croyances dans le modèle de CCT (Diaz et Debonneville : 2011). Nous aimerions ici revenir plus en détails sur le récit de l'ancienne directrice du programme qui a participé à l'importation de cette innovation de cet outil politique du social.

« When you talk of sustainability here, yes, if the government wants it, it can. It has resources. I think it's a good investment because it really goes direct to the people. And economic also. Remember I am not an economist, I am a social worker. That was one of the things that the mayors were pointing out. They were all surprised because every three months, the people in their community plenty of money to spend. Okay, and if you have, for example, just even 500 families, and they have money, to like 1,400, times three, that's about more than 4,000 a family, okay, and they spend all on food, mostly always food. Okay, there may be some families where the father would buy – get drunk – it's true. I am not saying it's not true. But I tell you, most of this money will go to food. The first thing they bought, the first recipients, sack of rice. They want security. Because these are really, really poor. And I think that is why for all their criticism, that you are not targeting the poor, no, I saw it that we were doing it very well in terms of targeting. There may be some who got in because of the percentage of error, but the bulk are really poor. These are the poor families really. I really believe in that. [...] Because you do it, you target, as long as you target it well, as long as you follow the rules, and the procedure of the program, you can't go wrong. You give the money straight to the family. [...] because it's targeted. You really target the family. [...] It goes straight. And it helps the economy ».

Ce récit discursif de l'ancienne directrice du programme réveille tout un ensemble de représentations sociales autour de cette idée de ciblage (*Targeting*) tels que : mettre en place un dispositif d'assistance sociale avec un nombre réduit d'intermédiaire entre le gouvernement et les « bénéficiaires », un ciblage des populations les plus pauvres et de ce fait des plus nécessiteuses, un investissement efficace dans le capital humain de ces familles les plus pauvres, une amélioration de la conjoncture économique. Il serait délicat ici de déployer une panoplie d'outil méthodologique compréhensif du sujet et d'accorder des vertus explicatives à la sémantique discursive de cette actrice. Questionner les croyances en amont, c'est-à-dire prendre en considération les présupposés doxiques qui structurent les croyances nous permettent ici de saisir comment les acteur/trice-s en dosent ces croyances, bien que le degré d'endossement soit difficilement quantifiable. Dans ce cas, nous pouvons avancer une possible adhésion doxique à des implicites majeurs tels qu'une vision de l'Etat comme fonction de filet de protection sociale pour certaine frange de la population, en l'occurrence les plus pauvres. Dans la continuité de cette croyance, nous pouvons inférer dans une certaine mesure que le développement économique du pays est étroitement lié selon cette ancienne responsable, à la lutte contre l'extrême pauvreté, tandis que le reste de la population est invité à se tourner vers le marché pour s'assurer et faire face aux risques du quotidien.

[RANSFERS/0_contentMDK:20795790~isCURL:Y~menuPK:1552914~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:282761.00.html](https://www.ransfers.org/contentMDK:20795790~isCURL:Y~menuPK:1552914~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:282761.00.html), consulté le 26 juin 2011.

Nous aimerions maintenant en venir à un troisième sous-ensemble de représentations sociales récurrent dans les discours des interviewé-e-s : l'*empowerment* des femmes. L'une des composantes sociales de ce programme est l'*empowerment* (autonomisation) des femmes bénéficiaires. En définissant les femmes, et plus spécifiquement les « mères » de famille, comme « the most responsible person in the household (usually the mothers) », l'idée est ici que les femmes, perçues à la lueur de leur rôle social de mère, sont plus à même et responsable pour gérer l'argent du ménage et investir dans le capital humain de leur enfant afin de briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté. Dans le même temps, le socle cognitif de ce programme s'appuie sur le fait que la gestion des subsides permet aux femmes d'acquérir plus d'autonomie et de renégocier les rapports de domination patriarcats. La construction de la figure de « la femme du Sud pauvre » tel que nous l'avons décrit plus haut, versus « l'homme » irresponsable, violent, alcoolique, buvant le revenu du ménage, semble animer également les CCT. Un exemple parmi d'autres, les discours de la sous-secrétaire responsable du programme Luwalhati F. Pablo soulignent que « *The cash is paid out to the most responsible adult person in the household (usually, the mother) through the Cash Card Program of the Land Bank of the Philippines* »¹⁸. À l'inverse les hommes sont bien souvent stigmatisés et associés aux abus et à l'inutilité comme l'illustre ce récit de vie promu sur le site gouvernemental philippin du programme : « *However, her husband came home late, drunk and empty-handed* »¹⁹. On retrouve donc cette dichotomie genré dans les CCT dans laquelle les femmes sont définies comme responsables et vertueuses en opposition aux hommes comme défini en tant que catégorie déviante. Comme le souligne la Banque Mondiale dans son rapport sur les CCT à ce sujet : « *transfers are made to women, and there is a large body of evidence suggesting that women have different preferences over consumption than do men* » (World Bank 2009 : 111). On constate par conséquent dans les CCT cette croyance explicite : les femmes pauvres du Sud s'investissent de façon plus responsable que les hommes.

Afin de saisir l'architecture doxique des rapports sociaux de sexe sous-jacente à ces représentations sociales explicites, nous aimerions présenter plusieurs extraits d'entretien. Tout d'abord un premier extrait de l'une des responsables actuelles du programme afin de souligner les croyances sous-jacentes à l'*empowerment*: « *this is a very empowering program. You give them money, you teach them how to spend it, teach them how to care for their children, you teach them to give importance to the education and health of their children and you teach them also how to be involved in the community.* » Une première croyance perceptible dans ce récit s'articule autour de l'idée « les plus pauvres (en l'occurrence les femmes) ont besoin d'être « éduquées » afin d'être de bon parents ». L'idée que ces « mères » n'auraient pas les ressources « morales » afin d'élever leurs enfants semble en effet structurer dans une certaine mesure les représentations sociales de certain-e-s acteur/trice-s interviewé-e-s. Cette croyance, qui n'est pas sans rappeler une forme de *classisme* ou de distinction sociale de classe, imprègne fortement l'imaginaire doxique de ce programme. Nous avons pu constater lors de notre enquête de terrain, la prégnance de cette croyance notamment lors des entretiens avec les assistant-e-s sociaux.

Le second extrait d'entretien que nous aimerions décrypter concerne l'*empowerment* en tant que tel. Selon l'expert de la Banque Mondiale : « *It is a revolution. It is the power of money. When women have money, they don't have to rely on their husband everyday. They are more independent. You will find that in many countries. After receiving the money they are totally change. They are not anymore shy, fearful. They are totally different after two or three years. They are more confident, they are able to speak in public, able to communicate, able to manage their family, that is the meaning of empowerment. [...] Empowerment it's feeling alive, able to speak, are taking care of the children, are relating to the husband, all this social skills is empowerment* ». Nous pouvons ici

18 <http://www.adb.org/Documents/Events/2009/Poverty-Social-Development/social-protection-in-philippines-Pablo-paper-short.pdf>, consulté le 25 février 2010.

19 <http://pantawid.dswd.gov.ph/index.php/stories/89-violence-no-more-forging-towards-the-future>, consulté le 22 février 2010.

constater une vision spécifique de l'*empowerment* articulée autour d'un réductionnisme économique, c'est-à-dire dans le fait de croire en l'argent comme générateur de capital humain. Dans le même temps, une croyance dans une conception individualisée, et non structurelle de l'*empowerment* est relativement perceptible dans ce discours. L'autonomisation des femmes semble passer avant tout par l'individu avant de passer par un changement des structures sociales. Une croyance forte semble structurer les représentations sociales chez ce docteur en économie : le changement social semble passer plus par l'individu et moins par les structures sociales.

Finalement, nous désirerons mettre en avant un troisième extrait d'un entretien avec le responsable de l'implantation locale du programme : « *In the Philippines [...] It's the mother who holds the purse. Even for rich families here, okay, it's the mother that is the power to the family. It's the mother who takes care about the family and I think because the mother is the natural caregiver of a child. The mother would always have the welfare of the children first. Always. I'm talking of an ordinary Filipino mother. I'm not talking of a dysfunctional family. But the mother – I think even when you are not Filipino – if you are a poor family and you're the mother, you will always think first of your children. So even if we are not – well, the Philippines is always been a gender-sensitive country. No problem with us here. Women are empowered here.* » Cette représentation sociale dans laquelle les femmes sont perçues à la lueur d'un rôle social de mère, et plus précisément autour de pratiques domestiques et de *care*, soulève une croyance dans une division sexuée du travail « universelle » d'une part, et n'est pas sans masquer vision essentialiste des rapports sociaux de sexe.

Au final, à travers cette partie d'analyse des matériaux empiriques, nous espérons avoir réussi à dessiner les contours d'une opérationnalisation de la *doxa* et de sa mise en application tant sur le plan théorique que méthodologique. En identifiant les présupposés doxiques lors de récits obtenus lors de notre enquête de terrain aux Philippines, nous avons pu déceler ici des croyances implicites et inhérentes à la lutte contre la pauvreté, au ciblage des plus pauvres ainsi qu'à l'*empowerment* des femmes afin de montrer comment ces croyances « qui allant de soi vont sans dire » (Bourdieu: 1979), structurent les représentations sociales des acteur/trice-s en deçà du discours de ces derniers.

CONCLUSION

La présente étude s'est attachée à délimiter d'une part les enjeux théoriques gravitant autour de la notion de croyance dans le champ des politiques publiques et d'autre part à proposer une opérationnalisation de ce concept. Empruntant à la linguistique de Ducrot le concept de *présupposé* nous avons proposé une approche permettant d'approcher les fondements indiscutés et structurants du discours susceptibles de constituer l'univers doxique des acteurs/trices. En effet, en décelant les éléments qui « allant de soi vont sans dire », nous avons pu proposer des pistes sérieuses permettant d'aborder les croyances possibles des acteurs/trices, sans toutefois prétendre à l'exhaustivité, celles-ci pouvant prendre l'apparence de formulations explicites.

Cette approche par les implicites permet d'échapper, en partie, aux biais induits par la construction *a posteriori* de discours justificatifs rendant l'analyse difficile. En effet, ceux-ci ne faisant pas l'objet d'une problématisation explicite, se présentent alors comme des « évidences » *hic et nunc* dont il s'agit de tester le degré d'adhésion. Elle permet également de questionner la place des croyances dans l'élaboration des politiques publiques en évitant le débat autour du déterminisme présumé des approches en termes de référentiel ou de paradigme. Le détour par la linguistique permet également de soulever des pistes méthodologiques susceptibles de nous mener vers une méthode systématique de repérage des croyances possibles. Toutefois des entretiens approfondis destinés à « tester » de façons plus pointue l'adhésion à ces dernières s'avèrent indispensables afin de rendre notre modèle

d'analyse plus robuste. Nous situant à mi-terme d'un projet de recherche collectif dans lequel l'étude de cas sur les Philippines s'insèrent, cette phase de « test » n'a pas encore été complètement réalisée, mais reste à l'agenda de ces prochains mois. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure de proposer un modèle analytique complet mais bien de suggérer des pistes de recherche heuristiques et de les soumettre à discussion.

BIBLIOGRAPHIE

ACHARYA, Amitav (2004), « How Ideas Spread : Whose Norms Matter ? Norm Localization and Institutional Change in Asian Regionalism », *International Organization*, 58, 239-275.

BANQUE MONDIALE (1991), *Rapport sur le développement dans le monde – 1990 : la pauvreté*, Washington.

BANQUE MONDIALE (2009), *Conditional Cash transfers. Reducing present and future poverty*, Washington.

BERR Eric et HARRIBEY Jean-Marie (sous la dir.) (2006), *Le développement en question(s)*, Pessac : Presses universitaires de Bordeaux.

BEY Marguerite (2002), « La politique mexicaine de lutte contre la pauvreté : les nouvelles orientations et leur traduction pour les populations rurales », http://www.esf.asso.fr/portail/IMG/BEY_finalise.pdf, consulté le 20 mai 2010.

BEY Marguerite (2008), « LE PROGRAMME SOCIAL PROGRESA- OPORTUNIDADES AU MEXIQUE », *Revue Tiers Monde*, numéro 96, pp. 881-900.

BOURDIEU, Pierre (1979), *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris : Edition de Minuit, p. 499.

BRADSHAW Sarah (2006), « Is the rights focus the right focus? Considerations of the utility of the. Rights Based Approach for women's movements in Nicaragua », *Third World Quarterly*, volume 27, numéro 7, pp. 1329-1341.

BRADSHAW Sarah (2008), « From Structural Adjustment to Social Adjustment: A gendered analysis of Conditional Cash Transfer programmes in Mexico and Nicaragua », *Global Social Policy*, volume 8, numéro 1, April, pp. 188-207.

CORNWALL Andrea and WHITE Sarah C. (2000), *Men, masculinities and development : politics, policies and practice*, Brighton : Institute of Development Studies (IDS).

CORNWALL Andrea, HARRISON Elizabeth et WITEHEAD Ann (2007), « Gender Myths and Feminist Fables: The Struggle for Interpretive Power in Gender and Development », *IDS Bulletin*, volume 35, issue 4, pp. 1-10.

CHAMOREDON Hélène, PAVIS Fabienne, SURDEZ Muriel, Willemez Laurent (1994), « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, 16, pp. 114-132.

CHESTON Susy et KUHN Lisa (2002), *Empowering women through microfinance*, Washington : UNIFEM.

CHEVALIER, Gérard (2008), « Rationalités, référentiels et cadres idéologiques », *SociologieS* [en ligne], mis en ligne le 27 avril 2008, URL : <http://sociologies.revues.org/index2023.html>

CORNWALL Andrea, GIDEON Jasmine et WILSON Kalpana (2008), « Introduction: Reclaiming Feminism: Gender and Neoliberalism », *Institut of Development Studies*, volume 39, numéro 6,

décembre, pp. 1-9.

DANIC Isabelle (2005), « La notion de représentation pour les sociologues. Premier aperçu. », *ESO*, No 25.

DELPEUCH Thierry (2008), « L'analyse des transferts internationaux de politiques publiques : un état de l'art », *Questions de recherche*, No 27, Décembre, 2008.

DESAGE Fabien, GODARD Jérôme (2005), « Désenchantement idéologique et réenchantement mythique des politiques locales », *Revue Française de science politique*, pp. 633-661.

DUCROT Oswald (1997), *Dire et ne pas dire. Principes de sémantique linguistique.* », Hermann, Paris.

GOETZ Anne-Marie (2007) « Political Cleaners: Are Women the New Agents of Anti-Corruption? », *Development and Change*, volume 38, numéro 1, pp. 87-105.

GURURANI Shubhra (2002), « Le savoir des femmes du tiers monde dans le discours sur le développement », *Revue internationale des sciences sociales*, numéro 173, pp. 353-363.

HAAS Peter (1992), « Introduction: Epistemic Communities and International Policy Coordination », *International Organization*, 46, 1, pp. 1-35.

Hall, Peter A. (ed.) (1989), *The Political Power of Economic Ideas: Keynesianism across Nations*, Princeton, NJ: Princeton University Press.

HUMMEL, Pascale (2010), *Doxa : études sur les formes et la construction de la croyance*, Paris : Philologicum.

JOBERT Bruno (1992), « Représentations sociales, controverses et débats dans la conduite des politiques publiques », *Revue française de science politique*, vol. 42, pp. 219- 234.

KABEER Naila (2005), *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et objectifs du Millénaire pour le développement. Manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention*, Paris: L'Harmattan.

KUHN, Thomas S. (2008), *La structure des révolutions scientifiques*, Paris : Flammarion, p.238.

LAUTIER Bruno (2006), « Les politiques sociales du Brésil durant le gouvernement Lula : aumône d'Etat ou droits sociaux ? », *Problèmes d'Amérique Latine*, numéro 63, pp.51-76.

LEACH Melissa (2007), « Earth Mother Myths and Other Ecofeminist Fables: How a Strategic Notion Rose and Fell », *Development and Change*, volume 38, numéro 1, pp. 67-85.

LENCLUD Gérard (1990), « Vues de l'esprit, art de l'autre. L'ethnologie et les croyances en pays de savoir », *Terrain* [en ligne], 14, mis en ligne le 17 juillet 2007, URL : <http://terrain.revues.org/2967>

LOMELI Enrique Valencia (2008), « Conditional Cash Transfers as Social Policy in Latin America: An Assessment of their Contributions and Limitations », *Annual Review of Sociology*, volume 34, Août, pp. 475-499.

- MAYER Nonna et MUXEL Anne (1993), *La Socialisation politique*, Paris: Armand Colin.
- MAYOUX Linda (2000), « Microfinance and Empowermen of Women – review of key issues », Document de travail numéro 23 du Programme de finance solidaire, Genève : BIT.
- MERRIEN François Xavier (2001), «Les nouvelles politiques sociales de la Banque mondiale : le cas des pensions», *Revue internationale des sciences sociales*, 4, pp. 537-550.
- MERRIEN François Xavier (2009), *Les transferts de politiques innovatrices dans les « pays en développement » et les organisations internationales. Le cas des politiques de transferts conditionnels en espèces et des politiques de décentralisation dans quatre pays*, Projet de recherche Fond National Suisse (FNS) de recherche.
- MERRIEN François Xavier, DEBONNEVILLE Julien et WOHNLICH Daniele Lopes (2011), *De Brasilia à Manille : la mise en œuvre de politiques sociales axées sur la dimension genre au Brésil et aux Philippines. Le cas de la Bolsa Familia et du Pantawid Pamilyang Pilipino Program*, préparé en vue du 13th EADI General Conference Rethinking Development in an Age of Scarcity and Uncertainty: New Values, Voices and Alliances for Increased Resilience, 19 - 22 September 2011, York, UK.
- MESTRUM Francine (2008), « La pauvreté multidimensionnelle. La dynamique sémantique dans le discours de la Banque mondiale », *Mots. Les langages du politique*, numéro 88, pp. 25-37.
- MOLYNEUX Maxine (2006), « Mothers at the service of the New Poverty Agenda: the Pogresa/Oportunidades programme in Mexico », In RAZAVI Shahra and HASSIM Shireen, *Gender and Social Policy in a Global Context: Uncovering the Gendered Structure of 'the Social'*, Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- NYE Josef (1990), « Soft Power », *Foreign Policy*, 80, pp. 153-171.
- PERROT Dominique (1986), « Passager clandestin et indispensable du discours : le présupposé. », in Rist Gilbert, SABELLI Fabrizio (eds), *Il était une fois le développement*, Editions d'en bas, Lausanne.
- PY Bernard (2004), « Pour une approche linguistique des représentations sciales », *Langages*, 2, no 154, pp. 6-19.
- SABATIER Paul .A (1988), « An advocacy coalition framework of policy change and the role of policy-oriented learning therein », *Policy Sciences*, Volume 21, Numbers 2-3, pp. 129-168.
- STIGLITZ Joseph E. (1998), « More Instruments and Broader Goals: Moving Towards the Post-Washington Consensus », *Wider Annual Lectures*, Helsinki, World Institute for Development Economics Research.
- STONE Diane (2000), « Learning Lessons, Policy Transfer and the International Diffusion of Policy Ideas », *Centre for the Study of Globalisation and Regionalisation*, 9th February.
- STRANG David, MEYER John (1993), « Institutional conditions for diffusion », *Theory and Society*, 22, pp. 487-511.

SUREL Yves (2000), « L'intégration européenne vue par l'approche cognitive et normative des politiques publiques », *Revue française de science politique*, 50, no 2, pp. 235-254

SUREL Yves (2010), « Approches Cognitives », in BOUSSAGUET Laurie, *Dictionnaire des politiques publiques*, Presses de Science Po, pp. 90-98.

THERIEN Jean-Philippe (2001), « Un demi-siècle d'aide au développement », *Lien social et Politiques*, numéro 45, pp. 89-103.

TREILLET Stéphanie (2008), « L'instrumentalisation du genre dans le nouveau consensus de Washington », *Actuel Marx*, numéro 44, pp.53-67.